

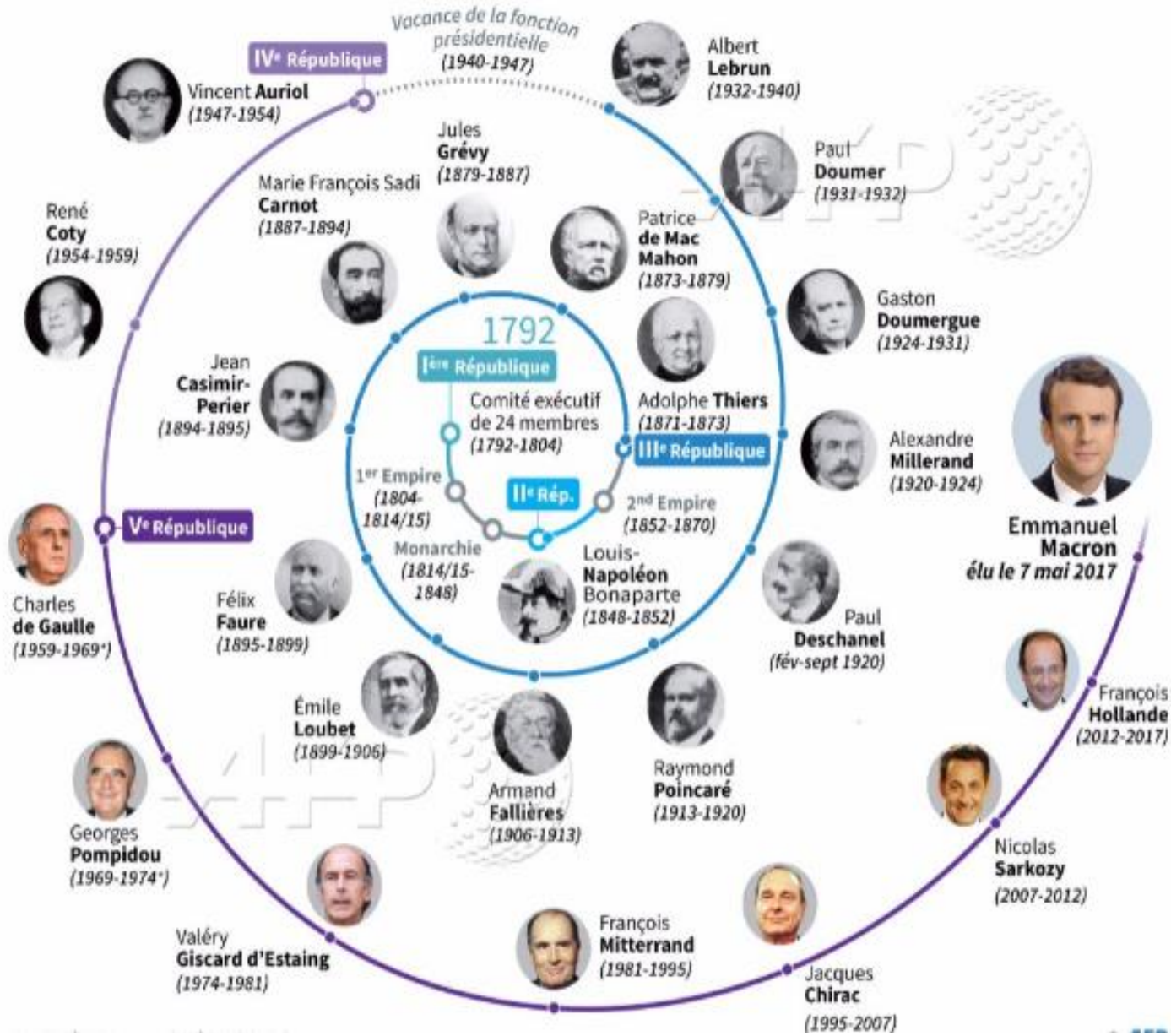
Les Présidents de la République

Alain Renoncourt 2020



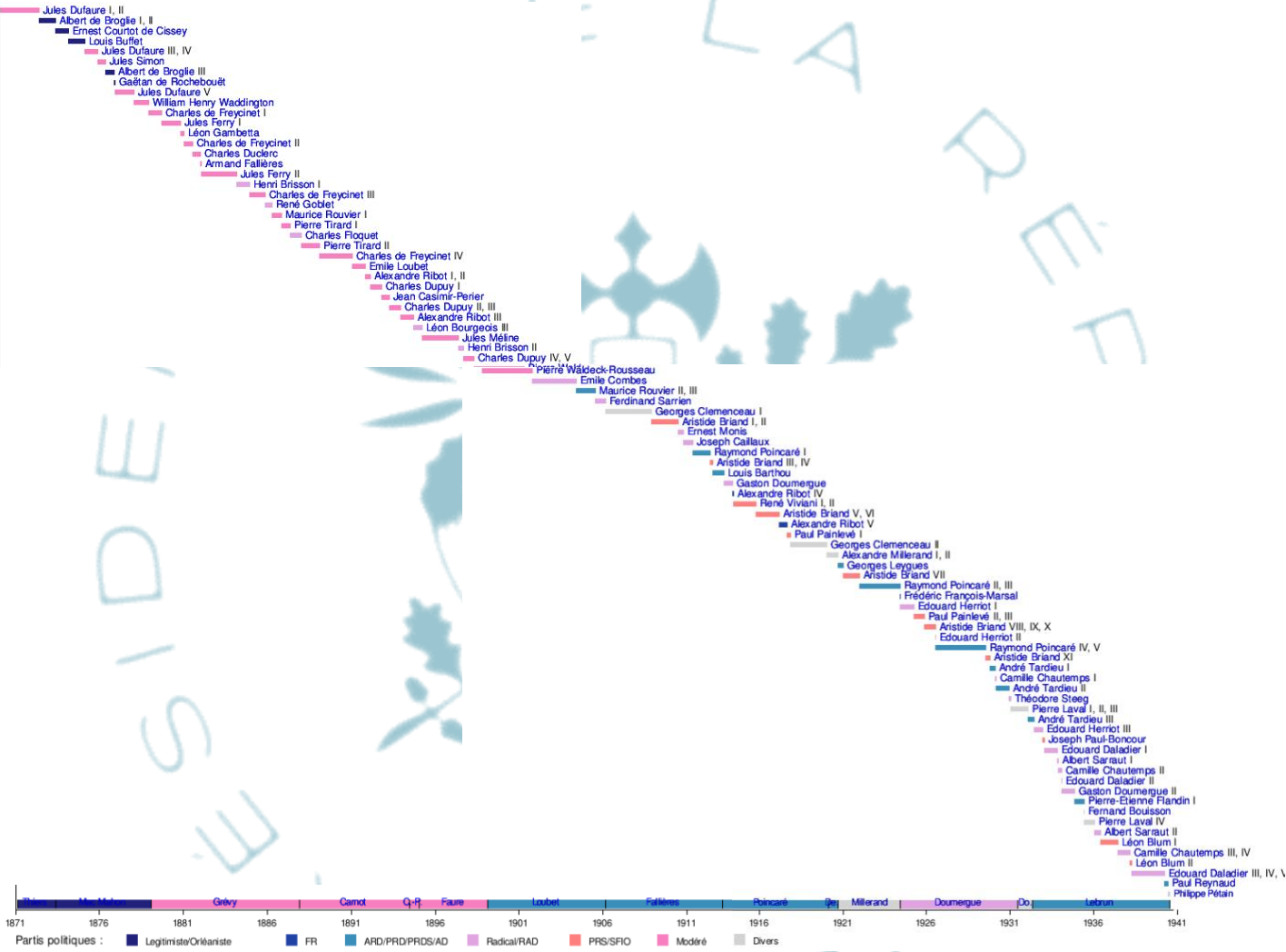


Les vingt-cinq présidents de la République française

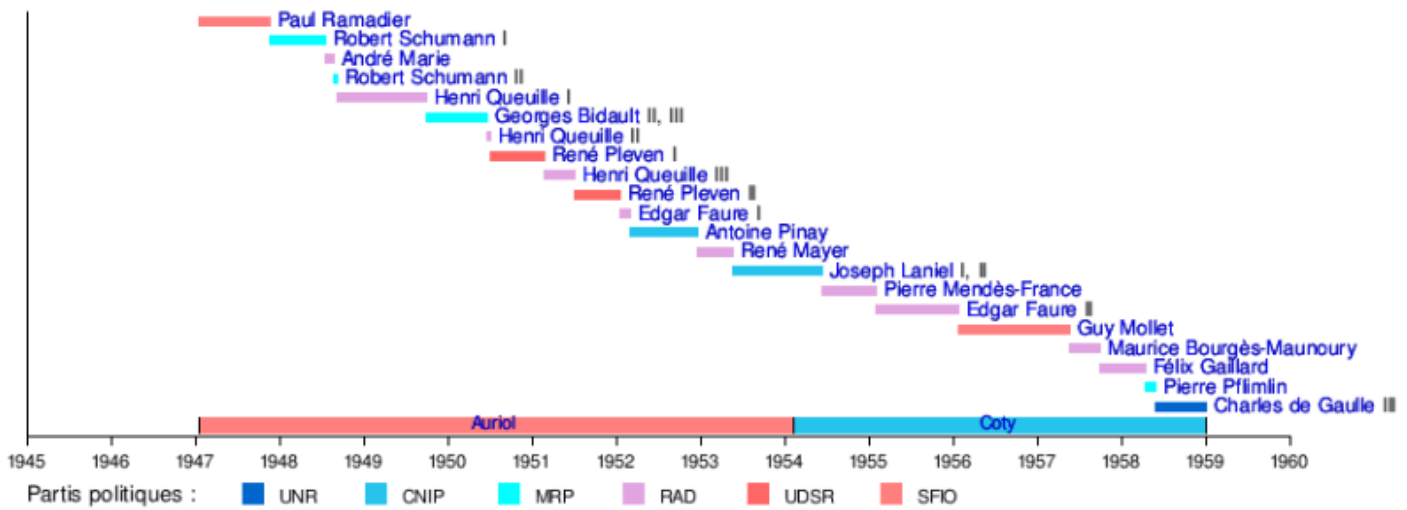




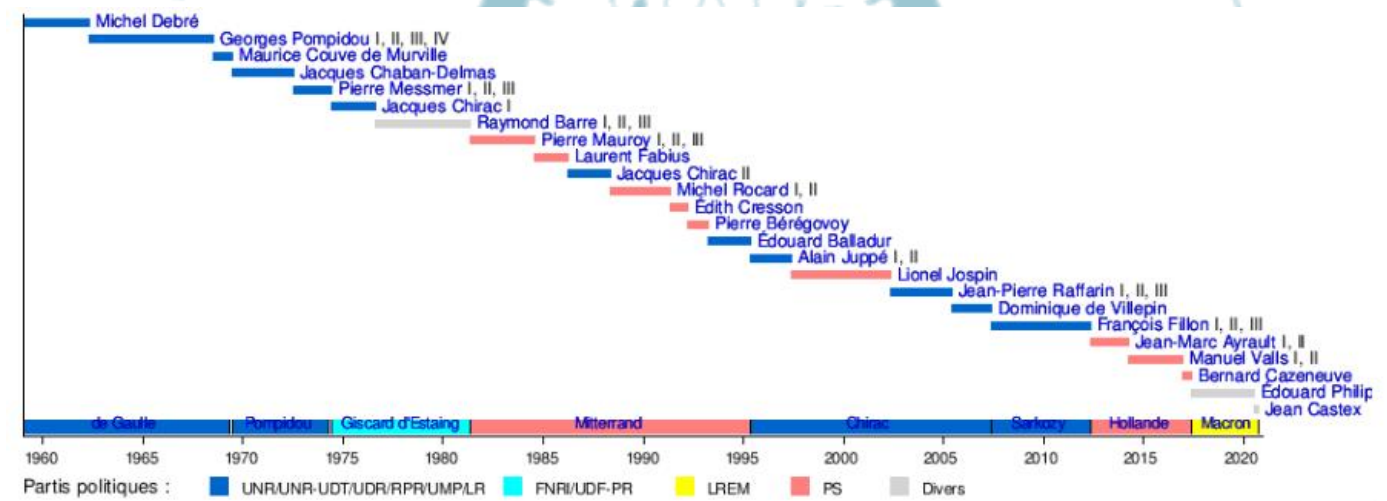
2ème République : 6 présidents du conseil des ministres en 5 ans



3ème République : 87 présidents du conseil des ministres en 70 ans



4ème République : 21 présidents du conseil des ministres en 12 ans



5ème République : 24 premiers ministres en 60 ans

NCE DE



BICENTENAIRE DE LA  RÉVOLUTION FRANÇAISE



UB
L
I
O
T
E

1ère République (1792-1804)

Pas de Président de la République

et

Pas de timbre avant 1849!!

Le 21 septembre 1792, en pleine Révolution française, les députés de la Convention, réunis pour la première fois, décident à l'unanimité de l'abolition de la royauté. Le 22 septembre 1792, la décision est prise de dater les actes de l'an I de la République et le 25 septembre 1792, la République est déclarée « une et indivisible ».

La Première République passe par trois formes de gouvernement mais aucune ne connaît, à proprement parler, de « président de la République » :

***La Convention**, entre le 21 septembre 1792 et le 26 octobre 1795, incluant la période dite de la Terreur (1793-1794), durant laquelle l'essentiel du pouvoir réside dans le Comité de salut public dominé par les Montagnards (6 avril 1793 - 27 juillet 1794). La chute de Robespierre, le 8 thermidor an II (26 juillet 1794), amène la fin de la Terreur.*

***Le Directoire**, entre le 26 octobre 1795 et le 9 novembre 1799, fondé par la Constitution de l'an III. L'homme clef du Directoire est Paul Barras.*

***Le Consulat**, entre le 10 novembre 1799 et le 18 mai 1804. Issu du coup d'État du 18 brumaire et défini par la Constitution de l'an VIII. Napoléon Bonaparte est Premier consul de la République.*

La Première République prend fin lors de la proclamation de Napoléon Bonaparte comme « empereur des Français » le 18 mai 1804.

Le mot « République » subsiste sur les pièces jusqu'en 1806 avant d'être remplacé par « Empire français ».



1ère République (1792-1804)



Républicain progressiste, il est l'un des chefs de file de la Campagne des Banquets qui aboutit à la révolution de 1848 et à la Deuxième République. Comme Ministre de l'intérieur du gouvernement provisoire alors institué, il fait adopter par décret le suffrage universel. Mais il n'obtient que 5 % des suffrages lors de l'élection présidentielle française de 1848.



Astronome, physicien et homme d'État français. Après la révolution de 1848, il devient ministre de la Guerre, de la Marine et des Colonies dans le gouvernement provisoire de la Seconde République, mis en place par Lamartine puis président de la Commission exécutive. Il contribue à ce titre à l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises. Il refuse par la suite de prêter le serment de fidélité à Louis-Napoléon Bonaparte qui est exigé des fonctionnaires et préfère démissionner.

2^{ème} République (1848-1852)



**Louis
Napoléon
Bonaparte**

Bonapartiste

1848-1852

Le neveu de Napoléon Ier est largement élu premier président de la République lors de l'élection de 1848. Surnommé le « prince-président », son mandat est marqué par l'expédition de Rome et par le conflit avec l'Assemblée, conservatrice et anti-républicaine, qui culmine en 1851. Interdit de se représenter à la présidence par la Constitution, il provoque un coup d'État le 2 décembre 1851 et se fait proclamer empereur sous le nom de Napoléon III l'année suivante.

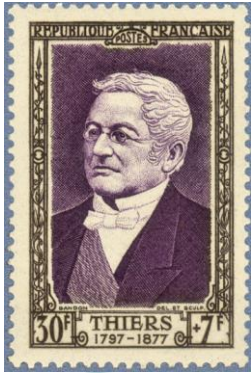
Poste enfantine



3^{ème} République (1871-1940)



**Adolphe
Thiers**



Orléaniste

1871-1873

Ancien orléaniste, deux fois président du conseil sous la Monarchie de Juillet, il est nommé président à la suite de l'adoption de la loi Rivet. Il négocie le départ des troupes d'occupation allemandes terminé en septembre 1873. Fatigué par la discorde entre les légitimistes et les orléanistes, il se rallie à la République en cours de mandat et doit démissionner face à l'hostilité de l'Assemblée nationale, majoritairement favorable au retour de la monarchie.



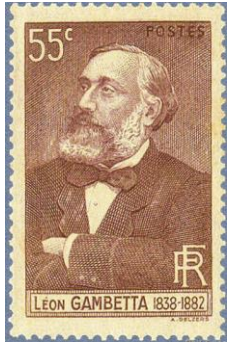
**Patrice de
Mac Mahon**



Légitimiste

1873-1879

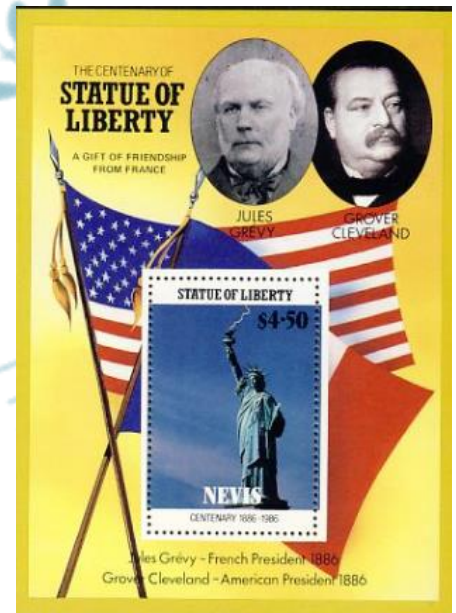
Maréchal du Second Empire et monarchiste, le duc de Magenta est élu par l'Assemblée pour occuper la tête de l'État en attendant le retour de la royauté, mais ce projet de Troisième Restauration échoue. En mai 1877, il veut imposer le duc de Broglie à la tête du gouvernement et, face à la résistance des Républicains menés par Gambetta, prononce la dissolution de la Chambre des députés. Isolé après la large victoire républicaine aux élections d'octobre, il démissionne.



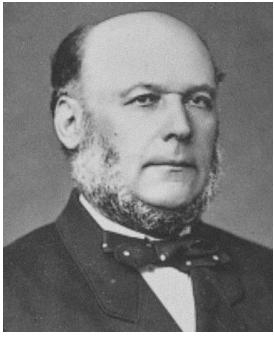
Membre du Gouvernement de la Défense nationale en 1870, chef de l'opposition dans les années suivantes, il fut l'une des personnalités politiques les plus importantes des premières années de la Troisième République et joua un rôle clé dans la pérennité du régime républicain en France après la chute du Second Empire. Il a été président de la Chambre des députés (1879-1881), président du Conseil et ministre des Affaires étrangères



Opposant à l'Empire, membre du gouvernement provisoire en 1870 et maire de Paris en 1871, il est l'auteur des lois de la IIIe République, restaurant l'instruction obligatoire et gratuite qui avait été instituée en 1793. Considéré comme le promoteur de «l'école gratuite et obligatoire», il est devenu plusieurs décennies après sa mort l'un des pères fondateurs de l'identité républicaine. Parallèlement, Jules Ferry montre au cours de sa carrière politique un fort engagement pour l'expansion coloniale française.



3^{ème} République (1871-1940)



**Jules
Grévy**

**Républicain
modéré**

1879-1887



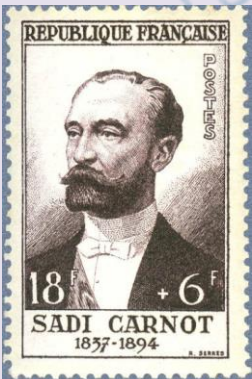
Élu au premier tour en 1879, il est le premier président à accomplir un mandat complet. Après les remous de la présidence Mac Mahon, il adopte un style plus discret et favorise un gouvernement d'assemblée qui perdurera et marquera le régime. Partisan de la paix, il échoue à freiner l'expansion coloniale défendue par Jules Ferry. À la mort de Victor Hugo, il rend au Panthéon son rôle de mausolée national. Facilement réélu en décembre 1885, il est contraint à la démission lors du scandale des décorations dans lequel est impliqué son gendre.



**Sadie
Carnot**

**Républicain
modéré**

1887-1894



Débutant en 1887, son mandat est marqué par l'agitation boulangiste (1887-1889) et le scandale de Panama (1892), ainsi que par l'alliance avec la Russie signée la même année.

En pleine période d'attentats anarchistes et peu après le vote des premières « lois scélérates », il est assassiné à Lyon par l'un d'entre eux quelques mois avant la fin de son mandat.

Il est enterré au Panthéon.



3^{ème} République (1871-1940)

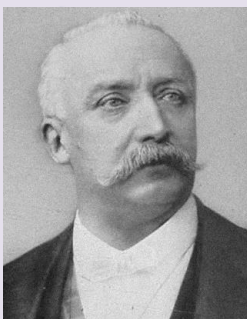


**Jean Casimir
Périer**

Élu en 1894, il est vite frustré par la faiblesse des pouvoirs de sa fonction. Il démissionne après six mois et vingt jours, le mandat le plus court d'un président français, et quitte la politique.

**Républicain
modéré**

1894-1895



**Félix
Faure**

**Républicain
modéré**

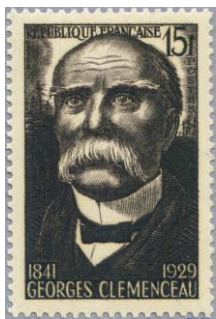
1895-1899

Élu en 1895 face à Henri Brisson, il préside à l'expansion coloniale et au renforcement des liens avec la Russie, où il se rend en 1897. En 1898, c'est à lui qu'est adressée la lettre ouverte J'accuse...! d'Émile Zola qui relance l'affaire Dreyfus. La même année, la crise de Fachoda tend les relations avec le Royaume-Uni.

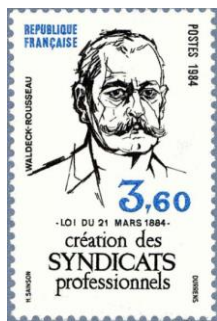
Il meurt au palais de l'Élysée d'une congestion cérébrale survenue alors qu'il est en compagnie de sa maîtresse Marguerite Steinheil.

Ses obsèques nationales ont lieu le 23 février.





Homme politique et écrivain , Président du Conseil en 1906 et de nouveau en 1917 à une période critique de la Grande Guerre. Il stimula les énergies et contribua à la victoire. On le surnomma «Le Tigre» et une loi proclama qu'il avait bien mérité de la Patrie. Il a été précurseur en matière de lutte contre le terrorisme en créant les «Brigades du Tigre».



Avocat d'affaires, Ministre de l'Intérieur ,Président du Conseil , il a exercé le plus long ministère de la IIIème République. En 1882, il présenta une proposition de loi relative à la liberté d'association. Il fit voter la loi de 1884 autorisant les syndicats. En 1898 il fait voter la Loi sur les sociétés de secours mutuels. Il fit gracier le Capitaine Dreyfus en 1899. Il fut le maître d'œuvre de la loi 1901 sur les associations.



En 1901 Briand est, avec Jean Jaurès, le co-fondateur du parti socialiste français. En 1905, il est le remarquable rapporteur de la Loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il sera 24 fois ministre et 11 fois président du conseil.

Partisan d'une politique de réconciliation avec l'Allemagne, il reçoit le prix Nobel de la Paix en 1926 et lance, en 1929, l'idée des « Etats-Unis d'Europe ».



1901 : rencontre du Président Loubet et du tsar

3^{ème} République (1871-1940)



**Emile
Loubet**

**Républicain
modéré puis
Alliance
Républicaine
Démocratique**

1899-1906

Sous son septennat, la loi de séparation des Églises et de l'État est adoptée et seuls quatre présidents du Conseil sont nommés. En 1904 est signée l'Entente cordiale avec le Royaume-Uni, puis en 1907 la convention anglo-russe met en place la Triple-Entente. En 1905 a lieu la crise de Tanger avec l'Allemagne. Il ne se représente pas à l'issue de son mandat.



**Armand
Fallières**

**Alliance
Républicaine
Démocratique
puis Parti
Républicain
Démocratique**

1906-1913

Durant son mandat a lieu le coup d'Agadir, alors que les troupes françaises commencent à occuper le Maroc. Partisan de la Triple-Entente, il contribue à la renforcer. Tout comme son prédécesseur, il ne brigue pas sa réélection





Militaire français, officier pendant les guerres coloniales, résident général au Maroc en 1912, ministre de la guerre lors de la Première Guerre mondiale, puis maréchal de France en 1921, académicien et président d'honneur des Scouts de France.



Député et ministre socialiste, Albert Thomas a fondé l'OIT et fut Président du Bureau international du travail de 1919 à 1931. L'Organisation internationale du travail est fondée en 1919, à la suite de la Première Guerre mondiale, pour « poursuivre une vision basée sur le principe qu'il ne saurait y avoir une paix universelle et durable sans un traitement décent des travailleurs ».



3^{ème} République (1871-1940)



Raymond Poincaré



**Parti
Républicain
Démocratique
Alliance
Républicaine
Démocratique**

1913-1920



Élu en 1913, il soutient la même année la loi des Trois ans qui augmente la durée du service militaire. Après l'attentat de Sarajevo, il se rend en Russie en juillet 1914 où il pousse le tsar Nicolas II à la fermeté face à l'Allemagne, ce qui contribue au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il encourage rapidement l'Union sacrée et se rend plusieurs fois sur le front, parfois au péril de sa vie, entre 1914 et 1916. En 1917, il rappelle Clemenceau au gouvernement qui l'éloigne progressivement du devant de la scène et l'exclut des négociations de paix. Après son mandat, il est président du Conseil de 1922 à 1924 puis de 1926 à 1929.



Paul Deschanel

**Alliance
Républicaine
Démocratique
puis Parti
Républicain
Démocratique
Socialiste**

1920-1920



Homme de lettres élu à l'Académie française, il devance le populaire Georges Clemenceau, à la surprise générale, lors de l'élection présidentielle de janvier 1920. Il est contraint de démissionner au bout de sept mois de mandat, en raison de problèmes de santé, après quoi il est élu sénateur.



Homme d'état radical socialiste, il fût au cours de sa carrière 19 fois ministre sous la 3ème République et 3 fois Président du Conseil sous la 4ème.

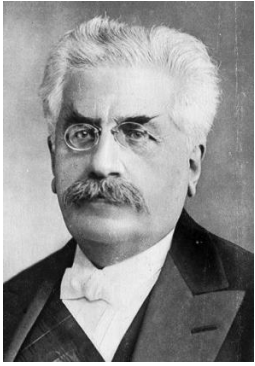
Il refusera les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 et rejoint le Général de Gaulle à Londres d'où il lancera un appel aux paysans de France. On lui doit, au cours de son long parcours politique, de grandes créations nationales comme la SNCF, le développement de l'électricité rurale, la création de la Caisse Nationale de Crédit Agricole devenue le Crédit Agricole ou l'essor du tourisme en Corrèze.



En 1912, la loi Bonnevey a institué les Offices publics d'Habitations à Bon Marché (HBM), et autorisé leur création par l'Etat à la demande des communes, des syndicats de communes et des départements. Elle a ainsi instauré un secteur public du logement en France.



3ème République (1871-1940)



**Alexandre
Millerand**

« Socialiste indépendant » de plus en plus orienté à droite, il démissionne au bout de quatre ans, à la suite de la victoire du Cartel des gauches aux élections législatives de 1924. Il est ensuite sénateur.

Indépendant

1920-1924



**Gaston
Doumergue**

Premier président protestant, il se déclare partisan d'une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne face au nationalisme renaissant.

Son septennat est marqué par une forte instabilité ministérielle, la croissance économique et la guerre du Rif où il envoie Pétain. Il occupe par la suite la fonction de président du Conseil en 1934.

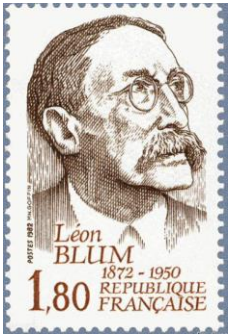
Parti Radical

1924-1931

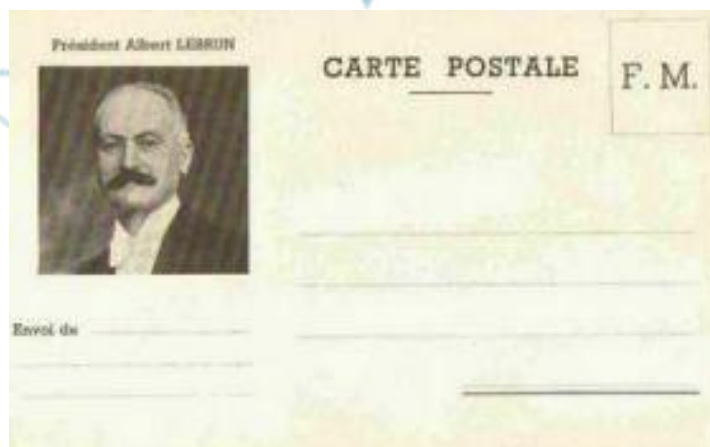


Blum fut l'un des dirigeants de la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO, parti socialiste), et président du Conseil des ministres.

Il a marqué l'histoire politique française pour avoir refusé l'adhésion à la Troisième Internationale communiste en 1920, et pour avoir été le président du Conseil des ministres du Front populaire en 1936. Ses réformes auront représenté de grandes avancées sociales (congés payés, femmes au gouvernement, réduction du temps de travail, etc.), et il est considéré, encore aujourd'hui, comme l'une des grandes figures du socialisme français.



Il fut plusieurs fois Ministre et notamment Ministre des PTT de 1934 à 1936. Pendant la guerre il refuse de partir en Angleterre et préfère continuer son combat en France. Opposant à Pétain il part ensuite pour l'Afrique où il est arrêté, ramené en France puis déporté en Allemagne en compagnie de Léon Blum. Peu de temps avant la libération il est rapatrié en France où il sera lâchement assassiné par la milice en forêt de Fontainebleau le 7 juillet 1944.



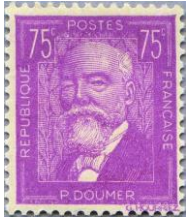
3^{ème} République (1871-1940)



**Paul
Doumer**

Indépendant

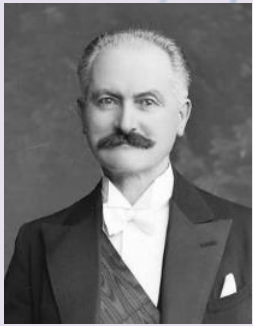
1931-1932



Radical ayant évolué à droite. Élu au second tour de scrutin, après avoir devancé au premier tour le candidat de gauche et pacifiste Aristide Briand.

Assassiné à Paris par un déséquilibré russe, Paul Gorgulov.

Des obsèques nationales sont organisées le 12 mai 1932.



**Albert
Lebrun**

**Alliance
Démocratique**

1932-1940



Élu en 1932, il est l'unique président de la IIIe République né sous ce régime. Son mandat est marqué par la montée du nazisme en Allemagne voisine, par la crise du 6 février 1934 et par la victoire du Front populaire aux élections de 1936, auquel il s'oppose et dont il accepte les réformes à contrecœur.

Réélu en 1939, son mandat se termine en principe en 1946. Devant l'offensive allemande victorieuse en 1940, il est partisan d'un repli du gouvernement en Afrique du Nord pour continuer la guerre ; après avoir appelé le maréchal Pétain au gouvernement et la signature de l'armistice, il refuse de démissionner, obligeant les assemblées à le contourner en votant les pleins pouvoirs à Pétain. Il se retire en Isère puis est captif en Allemagne en 1943-1944.



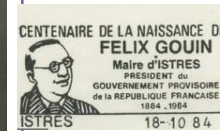
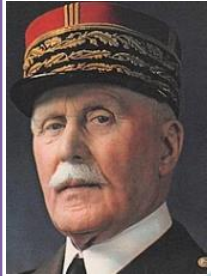
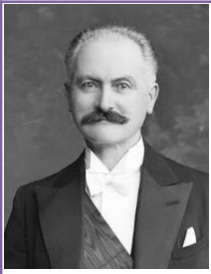
Créateur de la Montagne, le premier journal à être autorisé à reparaître sous son nom à la Libération. Gouverneur général d'Indochine en 1925, il mit en œuvre une politique émancipatrice, soucieuse du droit des peuples, qui préfigurait déjà la décolonisation.



Ancien ministre de la Production Industrielle à la Libération il nationalisa l'énergie et créa EDF-GDF le 8 avril 1946.

Vacance de la présidence de la République (1940-1947)

Vacance de la fonction présidentielle 1940-1947



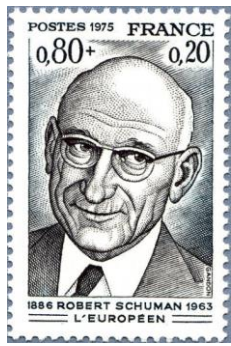
Après l'invasion du pays par l'armée allemande, le président **Albert Lebrun** nomme à la présidence du Conseil le maréchal Pétain. Bien que n'ayant pas démissionné de son mandat, Albert Lebrun n'exerce plus aucun pouvoir, et la fonction présidentielle est officiellement considérée comme ayant été vacante après le vote des pleins pouvoirs constituant à Pétain.

Après la libération de Paris, en août 1944, le général de Gaulle, chef de la France libre en exil depuis l'armistice de 1940, exerce à son tour les fonctions de chef de l'État, cumulées avec celles de chef du gouvernement, en tant que **président du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF)**. En désaccord avec le projet de Constitution que proposent les ministres communistes, il démissionne en 1946. Lui succèdent **Félix Gouin** et **Georges Bidault**.

Après la promulgation de la Constitution de la Quatrième République, le 27 octobre 1946, et jusqu'à ce que l'ensemble des organes de celle-ci soient mis en place, **Vincent Auriol**, président de l'Assemblée nationale, exerce les fonctions de chef de l'État.

Le GPRF disparaît peu de temps après l'adoption de la Constitution de la Quatrième République.

Vacance de la présidence de la République (1940-1947)



Ancien Ministre et Président du Conseil de la 4ème République, il est un des pères fondateurs de la Communauté Européenne, il fonda en 1950, 5 ans après la fin de la 2ème guerre mondiale, la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).



Il fut plusieurs fois Président du Conseil ou Ministre des IIIème et IVème République. Il fut maire de Lyon



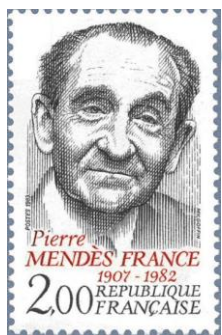
Avocat et homme politique français, président du Conseil sous la IVe République et maire de Strasbourg



Président du Conseil de la République et du Sénat de 1947 à 1968, Gaston Monnerville fut un grand homme d'État incarnant la défense des droits de l'homme.



En 1956, il est secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères à un moment historique : l'élaboration du traité de Rome, qu'il cosigne le 25 mars 1957



Il rejoint clandestinement l'Angleterre pendant la 2nde guerre mondiale. Il fut Ministre et Président du Conseil sous la IVème République et mit fin à la guerre d'Indochine. Après 1958, hostile à la constitution de la Vème République il poussa sa logique jusqu'à se retirer de toutes ses responsabilités officielles de la vie politique. Il participe à la fondation du PSA qui deviendra le PSU, hostile à la politique des socialistes de la SFIO en Algérie.



**Vincent
Auriol**

SFIO

1947-1954



Premier président de la Quatrième République, son mandat est marqué par la guerre d'Indochine. Il ne se représente pas à l'issue de son septennat.

Membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), il est le premier président socialiste de France.

Il fut l'un des quatre-vingts parlementaires à refuser de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le 10 juillet 1940.



René Coty

CNIP

1954-1959



En 1953, il est élu à la présidence de la République, au 13e tour de scrutin.

Son mandat est marqué par l'arrivée à la présidence du Conseil des ministres de Pierre Mendès France, la fin de la guerre d'Indochine, le début de la guerre d'Algérie. Il fait appel au général de Gaulle à la présidence du Conseil des ministres pour résoudre la crise de mai 1958.

Il démissionne trois mois après la promulgation de la Cinquième République, au bout de cinq ans de présidence.

CNIP : Centre National des Indépendants et Paysans

4^{ème} République (1947-1959)



Le 9 juin 1958, il revient au gouvernement comme ministre des Anciens combattants (ministère de Gaulle), puis comme ministre de la Justice et Michel Debré, mécontent de son opposition à la très dure répression menée par Maurice Papon contre le FLN et les Algériens de Paris, obtient son remplacement.

Engagé dans les Forces françaises libres (FFL), il est après-guerre, administrateur colonial. Ministre des Armées du général de Gaulle de 1960 à 1969, il est nommé ministre d'État, chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer en 1971.

Pierre Messmer occupe le poste de Premier ministre du 5 juillet 1972 au 27 mai 1974, sous la présidence de Georges Pompidou et l'intérim d'Alain Poher.



5^{ème} République (1959-20..)



Charles de Gaulle



UNR
(1959-1962)

UNR-UDT
(1962-1967)

UD-V^e
(1967-1968)

UDR
(1968-1969)

1959-1969



Il est nommé président du Conseil par René Coty en 1958 pour résoudre la crise algérienne. Il fait adopter par référendum une constitution instaurant la 5^{ème} République, dont il est élu président par un collège électoral.

En période de forte croissance économique, sa présidence est marquée par la décolonisation de l'Afrique, conclue par l'indépendance de l'Algérie en 1962. Il engage une politique d'« indépendance nationale » illustrée par l'obtention de l'arme atomique (1960), le traité d'amitié avec l'Allemagne (1963) ou encore les développements du nucléaire civil.

En 1962, après une tentative d'assassinat, il fait adopter par référendum l'élection du président au suffrage universel.

Réélu au suffrage universel face à François Mitterrand, il affiche des divergences avec les États-Unis et retire la France du commandement intégré de l'OTAN. En 1967, il soutient le souverainisme québécois à Montréal. Ayant refusé de se retirer pendant la crise de Mai 68, il finit par démissionner à la suite de l'échec du référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation. Il reste dès lors en retrait de la vie politique, dont il demeurera une référence.

5^{ème} République (1959-20..)



Homme politique français sous la IV^e et la V^e République. Il fut également résistant, général de brigade et international français de rugby à XV et de tennis. Pendant sa carrière politique, il est élu député-maire de Bordeaux de 1947 à 1995, il présida l'Assemblée nationale à trois reprises et exerça les fonctions de Premier ministre de 1969 à 1972 sous la présidence de Georges Pompidou.

5^{ème} République (1959-20..)



Alain Poher

CD

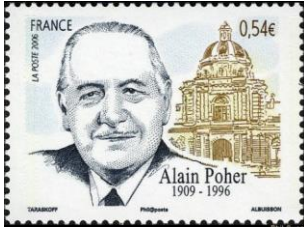
28 avril 69

30 juin 69

Et

2 avril 74

27 mai 74



En tant que président du Sénat, il assure les fonctions de président de la République par intérim après la démission de Charles de Gaulle. Il se présente à l'élection présidentielle anticipée, mais est battu au second tour par le gaulliste Georges Pompidou.

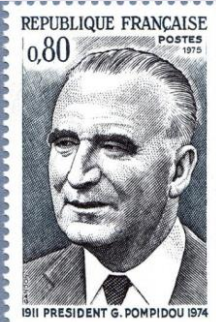
Il assure de nouveau l'intérim de la mort de Georges Pompidou à l'investiture du président nouvellement élu, Valéry Giscard d'Estaing



Georges Pompidou

UDR

1969-1974



Premier ministre de Charles de Gaulle de 1962 à 1968, il est élu président face au centriste Alain Poher. Ancien directeur de la banque Rothschild et europhile, il donne une nouvelle dynamique à la CEE et fait adopter par référendum son élargissement en 1972. Il engage une politique de modernisation de l'économie et d'industrialisation au niveau national, notamment favorable à l'automobile. Il meurt de la maladie de Waldenström deux ans avant la fin de son mandat.



Le destin de cette femme rescapée des camps de concentration, devenue, le symbole de la réconciliation franco-allemande et dont le combat pour le droit à l'avortement lui donnera une stature nationale, tient une place singulière dans le cœur des Français. Ministre puis présidente du Parlement européen, présidente de la fondation pour la Mémoire de la shoah, académicienne.

Simone Veil restera tout au long de ses multiples vies, une femme engagée profondément libre.



LETTRE VERTE 20 g

5^{ème} République (1959-20..)



Valéry Giscard d'Estaing

RI

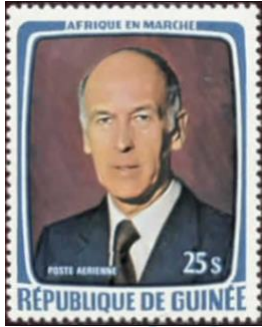
1974-1981

Élu face à François Mitterrand, il engage des réformes sociétales comme l'abaissement de la majorité civile à 18 ans, la dépénalisation de l'avortement ou l'instauration du divorce par consentement mutuel. Confronté aux deux premiers chocs pétroliers, il mène une politique d'austérité et fait face aux divisions de sa majorité, qui remporte pourtant les élections législatives de 1978.

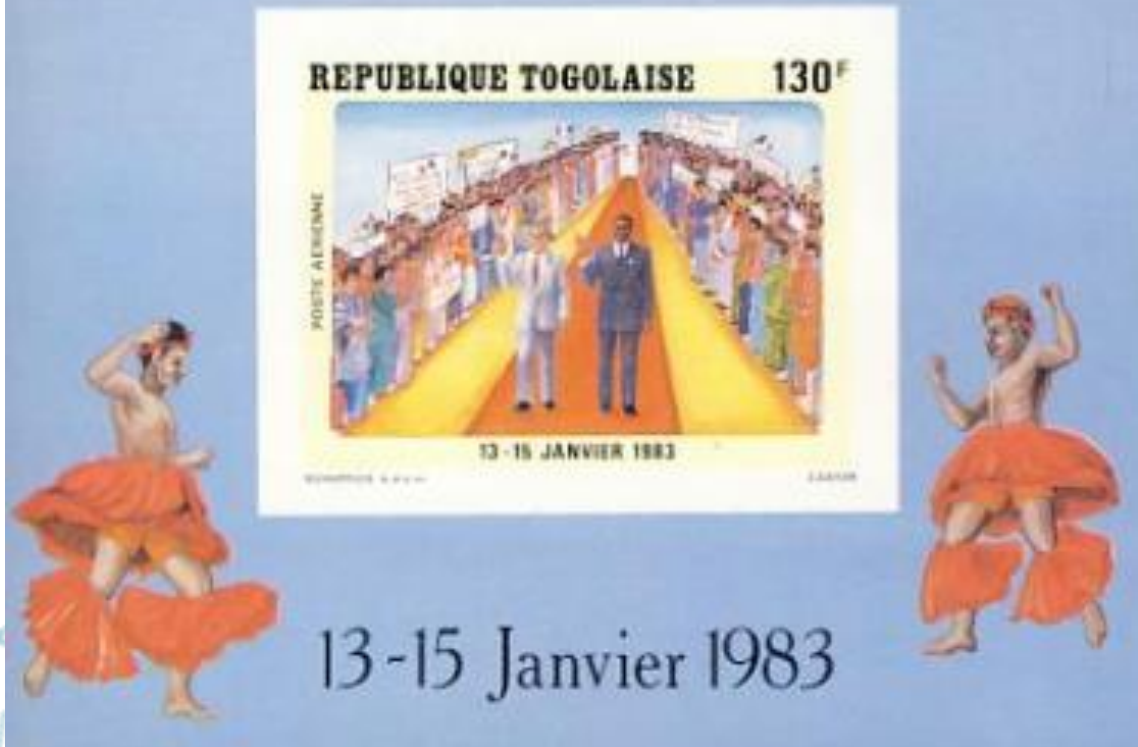
Il lutte contre l'immigration et engage les troupes françaises en Mauritanie, au Tchad, au Zaïre et en Centrafrique. Longtemps donné réélu, il est finalement battu par François Mitterrand.

Il est par la suite à nouveau parlementaire, président du conseil régional d'Auvergne ou encore président de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Il siège au Conseil constitutionnel depuis 2004.

Nota : pas de timbre français à son effigie car encore vivant en 2020.



Visite du Président Mitterrand au Togo



Cet homme de conviction se rapproche en 1965 de François Mitterrand qui en 1981, élu président, reconnaissant les qualités et la loyauté de Pierre Mauroy, en fait son Premier ministre. À ce poste, qu'il est le premier socialiste à occuper sous la Ve République, Pierre Mauroy se fait un devoir de mettre en œuvre le programme du président. Il quitte le gouvernement en 1984 et réintègre la mairie de Lille.



Il fut Premier ministre d'avril 1992 à mars 1993, sous la présidence de François Mitterrand. Converti à l'économie de marché, Pierre Bérégovoy s'attache à stabiliser le franc (« politique du franc fort »), afin de faire baisser l'inflation, ainsi qu'à libéraliser les marchés financiers et à moderniser la Bourse.



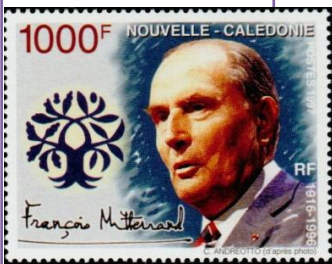
5^{ème} République (1959-20..)



François Mitterrand

PS

1981-1995



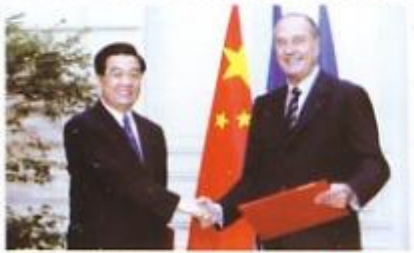
Victorieux après ses échecs en 1965 et 1974, François Mitterrand est le premier président de gauche de la 5ème République. Le début de son mandat est marqué par des réformes sociales et sociétales (abolition de la peine de mort, 5ème semaine de congés payés, abaissement de l'âge de départ à la retraite à 60 ans, semaine de 39 heures, suppression de la différence d'âge de majorité sexuelle pour les personnes homosexuelles). Sur le plan économique, il mène d'abord une politique de la demande et procède à des nationalisations, notamment dans le secteur bancaire. Mais, confronté à un échec partiel de son plan de relance, il opte pour un « tournant de la rigueur » en 1983. À la suite de la victoire de la droite aux élections législatives de 1986, il nomme Jacques Chirac comme Premier ministre, inaugurant ainsi la première cohabitation de la Cinquième République. Il est réélu en 1988 face à Jacques Chirac. En politique étrangère, son mandat est marqué par la chute du communisme à l'Est et par la réunification allemande. En 1991, il engage la France dans la guerre du Golfe. Il approfondit la coopération européenne : le traité de Maastricht est ainsi ratifié par référendum en 1992. Il achève sa présidence sur une nouvelle cohabitation, avec Édouard Balladur.

5ème République (1959-20..)

중화인민공화국
창건 55주년



中华人民共和国
成立55周年



기념전지 주제93(2004) 55주년



1949-2004



기념전지 주제93(2004) 55주년



5^{ème} République (1959-20..)



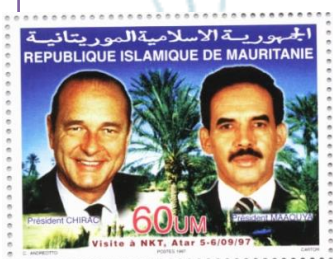
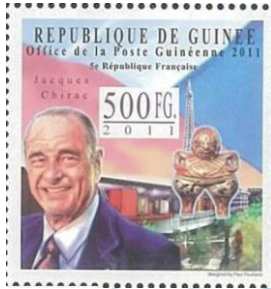
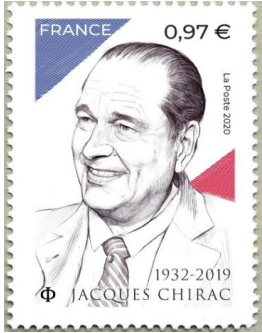
Jacques Chirac

RPR
UMP

1995-2007

Jacques Chirac est élu président de la République en 1995 face à Lionel Jospin, après deux échecs en 1981 et 1988. Il ordonne une dernière campagne d'essais nucléaires aux îles Tuamotu. Il tente de mettre en place des réformes économiques importantes, mais échoue à les imposer. En 1996, il suspend le service militaire. Après qu'il a dissout l'Assemblée nationale, la gauche remporte les législatives de 1997, ce qui le contraint à nommer Lionel Jospin à la tête du gouvernement. En 2000, le quinquennat présidentiel est approuvé par référendum.

En 2002, il est réélu face au nationaliste Jean-Marie Le Pen. Il engage la France dans la guerre d'Afghanistan mais s'oppose à une nouvelle guerre en Irak. En 2005, il se maintient au pouvoir malgré l'échec du référendum sur la Constitution européenne, un AVC et de violentes émeutes urbaines, contre lesquelles il instaure deux mois d'état d'urgence. Il ne brigue pas un troisième mandat et siège un temps au Conseil constitutionnel après sa présidence, avant de se voir condamner dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris.





5^{ème} République (1959-20..)



Nicolas Sarkozy

UMP

2007-2012



Élu face à Ségolène Royal, il initie une politique extérieure atlantiste et europhile. Il affiche un activisme lors de la crise économique mondiale, qui s'étend au monde entier à l'automne 2008. À la suite d'une révision constitutionnelle, il est le premier président depuis Louis-Napoléon Bonaparte à s'exprimer devant le Congrès de Versailles. Il fait notamment voter une réforme des universités et des retraites. En 2011, il envoie les troupes françaises en Libye. Il est le premier président de la Ve République à n'avoir qu'un seul Premier ministre au cours de son mandat (François Fillon).



François Hollande

PS

2012-2017



Élu face à Nicolas Sarkozy, il promulgue la loi sur le mariage homosexuel. Sa présidence est surtout marquée par plusieurs attentats d'une ampleur inédite, qui le poussent à déclarer l'état d'urgence. Il est partisan d'une politique économique social-libérale mise en pratique par la loi Travail, qui suscite une forte contestation.

Sous son mandat, l'armée intervient au Mali, en Irak et en Syrie et en Centrafrique. Il participe à la signature de l'accord de Paris sur le climat. Confronté à une très forte impopularité et à des divisions au sein du Parti socialiste, il renonce à briguer un second mandat, une première sous la Cinquième République.

5^{ème} République (1959-20..)



5^{ème} République (1959-20..)



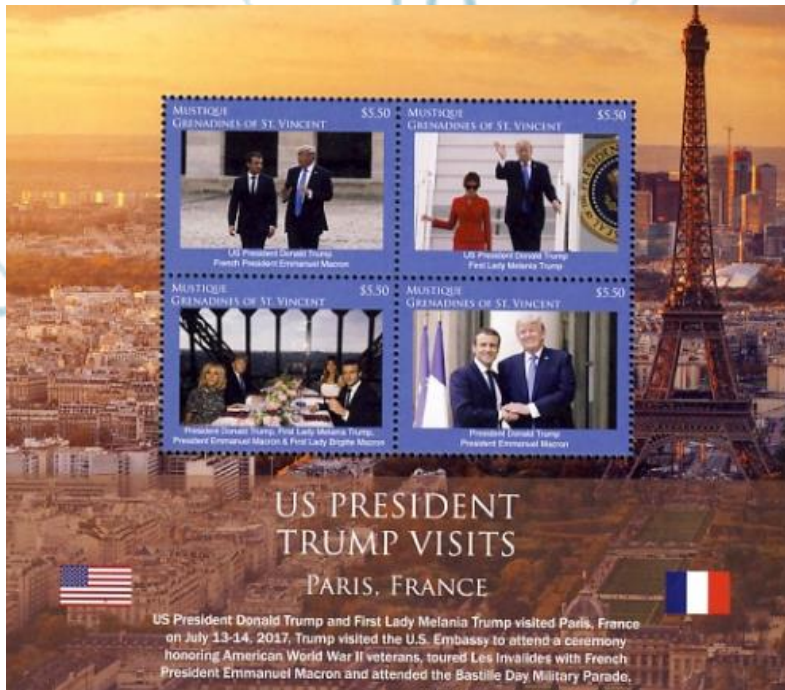
**Emmanuel
Macron**

LREM

2017-20..



Élu en 2017 face à Marine Le Pen, il devient, à 39 ans, le plus jeune président de la République française. Il fait adopter une réforme du code du travail, une loi de moralisation de la vie politique et une loi anti-terroriste. À partir de 2018, il doit faire face au mouvement des Gilets jaunes, qui le conduit à organiser un grand débat national. L'année suivante, le projet de réforme des retraites du gouvernement provoque d'importants mouvements sociaux, notamment dans le secteur des transports. En 2020, comme dans d'autres pays, il met en place un confinement général en raison de la pandémie de Covid-19.



5^{ème} République (1959-20..)

- *Palais de l'Élysée, résidence officielle et siège de la présidence de la République, rue du Faubourg Saint-Honoré près de l'avenue des Champs-Élysées.*
- *Hôtel de Marigny, à côté de l'Élysée, sert à accueillir des chefs d'États étrangers mais aussi d'extension des bureaux et logements de l'Élysée.*
- *Palais de l'Alma, sur le quai de l'Alma à Paris, initialement construit pour être les écuries impériales. Il abrite différents services de la présidence et vingt-huit logements attribués « par nécessité absolue de service », dont celui du secrétaire général de la présidence. L'aile ouest abritait, entre 1968 et 2011, le siège du Conseil supérieur de la magistrature.*
- *Pavillon de la Lanterne, un pavillon de chasse situé à Versailles utilisé de nos jours comme résidence d'État. Lieu de villégiature affecté sous la Ve République aux premiers ministres français, il est utilisé par le président de la République depuis mai 2007 et effectivement rattaché à la présidence en 2015.*
- *Fort de Brégançon, résidence de villégiature à Bormes-les-Mimosas dans le Var. Les présidents Pompidou et Giscard d'Estaing s'y rendaient régulièrement. Entre 2014 et 2018, le fort est géré par le Centre des monuments nationaux*





Château de Rambouillet dans les Yvelines. Le sommet du G6 1975 y est organisé. Cédé par Nicolas Sarkozy, il est géré aujourd'hui par le Centre des monuments nationaux.



• L'aile du Trianon-sous-bois au Grand Trianon, pour les invités présidentiels, et le domaine national de Marly-le-Roi dans les Yvelines. Ils ont été rétrocédés à l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles en 2009.



• Château de Champs-sur-Marne cédé au ministère de la culture en 1971, avant il était utilisé comme résidence officielle pour les chefs d'état étrangers en visite officielle en France.



• Château de Vizille en Isère. Cédé au département en 1973, il abrite depuis 1984 le musée de la Révolution française.



• Le château de Rambouillet (800 hectares), le domaine national de Marly-le-Roi (400 hectares) et le château de Chambord (5 441 hectares) étaient le lieu autrefois des chasses présidentielles. Cela a été supprimé en 2010.



Les anciennes résidences de la République



Résidences du Premier ministre

- *Hôtel de Matignon, résidence officielle du Premier ministre, rue de Varenne à Paris.*
- *Château de Souzy-la-Briche dans l'Essonne*



Résidence de l'Assemblée nationale.

- *Hôtel de Lassay, résidence officielle du président de l'Assemblée nationale, hôtel particulier contigu aux bâtiments du Palais Bourbon, siège de l'Assemblée nationale.*



Résidence du Sénat.

- *Petit Luxembourg, résidence officielle du Président du Sénat, hôtel particulier contigu au Palais du Luxembourg, siège du Sénat et au jardin du Luxembourg (jardin public mais propriété du Sénat).*



D'autres résidences de la République

